

Extrait de la réunion du Conseil Municipal du 13 FEVRIER 2014  
Réuni sous la présidence de M.LECUREUIL Patrice, Maire.

-----

Etaient présents : Messieurs Patrice LÉCUREUIL, Emmanuel PERIN, Georges FOURDRINIER, Léon DELWART, Patrick BACH, Alain FOUCHÉ, Joël BORGET, Michel BONIGAL et Madame Muriel EVAIN-BUSSER (à partir de 22h00).

Etait absente avec Pouvoir : Madame Muriel EVAIN-BUSSER avec pouvoir à Monsieur Joël BORGET (jusqu'à 22h00).

Monsieur Emmanuel PERIN a été nommé secrétaire de séance.

**2014/309 - Approbation du Procès verbal du Conseil Municipal du lundi 13 janvier 2014**

Lecture faite et sans observation à l'issue de l'envoi du dit Procès Verbal aux membres du Conseil Municipal, le Procès Verbal du lundi 13 janvier 2014 est approuvé à l'unanimité, à savoir : 0 voix Contre, 0 abstention, et 9 voix Pour.

**2014/310 - Communication de Monsieur le Maire sur dispositions prises en application des articles L.2122- 22 et L. 2122- 23 du CGCT.**

- **Attribution Marché « Travaux visant à remédier aux problèmes d'infiltrations des caves communales » :**

**Le Maire,**

**Vu** le 4° des délégations du Conseil Municipal attribué au Maire par délibération 2012/203 du 29/11/2012

**Vu** la consultation directe de 4 entreprises

**Vu** le Procès-verbal d'ouverture des plis en date du jeudi 16 janvier 2014 et le Procès Verbal de la commission d'appel offres admettant la candidature de l'entreprise **Roc Confortation** avec une offre financière de 32 658 € HT

**Vu** le rapport d'analyse des offres établi par le Cabinet HADES en date du 21 janvier 2014.

**Considérant** les éléments complémentaires fournis par la commission d'appel d'offres Monsieur le Maire propose :

**D'attribuer** le marché « Travaux visant à remédier aux problèmes d'infiltrations des caves communales » à l'Entreprise ROC CONFORTATION de Parçay-Meslay pour la somme HT de 32 658 €.

**D'inscrire** les travaux de la cave de la Boucherie à la section d'Investissement opération 149 et les travaux de la Boulangerie à la section de fonctionnement conformément à la ventilation budgétaire suivante :

**TRAVAUX LIES AUX PROBLEMES D ETANCHEITE DES CAVES 6 ET 10 RUE RABELAIS**

FONCTIONNEMENT			10 RUE RABELAIS - INVESTISSEMENT - OP149			
INTITULE TRAVAUX A EXECUTER	MONTANT TTC	IMPUTATION BUDGETAIRE	INTITULE TRAVAUX A EXECUTER	MONTANT TTC	IMPUTATION BUDGETAIRE	PREVISION 25% AVT BP2014
TITRE 0 : TVX ENCADREMENT CHANTIER	1 920.00 €	615222	TITRE 2 : SITE 10 RUE RABELAIS	5 354.40 €	2313 / 149	5 396.22 €
TITRE 1 : SITE 6 RUE RABELAIS	4 639.20 €	615222	TITRE 3 : TVX ETANCHEITE TERRASSE (point 5.4)	1 044.00 €	2158 / 149	1 250.00 €
TITRE 3 : TVX ETANCHEITE TERRASSE (points 4.1 + 4.2 + 4.6)	7 236.00 €	615222	TITRE 4 : TVX DIVERS - RECOLEMENT 8/10 RUE RABELAIS	4 862.40 €	2188 / 149	9 300.00 €
TOTAUX	13 795.20 €	DISPO ART.61522 au 14/02/2014	42 900.00 €	TOTAUX	11 260.80 €	

TITRE 3 : TVX ETAN- CHEITE TERRASSE (points 4.3 à 4.5 + points 5.1 à 5.3)	14 133.60 €	61523	
TOTAUX	14 133.60 €	DISPO ART.61523 au 14/02/2014	14 955.00 €

- L'acceptation du devis de l'Ets DESPRES pour des travaux de remplacement de la porte du garage atelier « Ancien local Incendie » d'un montant TTC de 3 958.76 € imputé au compte 615221.
- L'accord d'un bon « Essence » remis à Monsieur Michel NALET pour son aide à la capture des nuisibles sur la commune d'un montant TTC de 60.00 € imputé aux comptes 60622.
- L'accord d'un bon de commande de 200.00 € TTC pour le renouvellement de jouets à la garderie municipale qui sera imputé au compte 6068.
- L'acceptation du devis 1401/008 A de l'Ets RIBREAU pour la réalisation de clés supplémentaire à la salle polyvalente d'un montant TTC de 102.10 € imputé au compte 60632.
- La reconduction de la convention de prestation de service avec le Cabinet Veillaux pour le suivi agronomique de l'épandage des boues de la station d'épuration au titre de l'année 2014 renouvelable tacitement jusqu'en 2016 d'un montant annuel TTC de 1693.54 € imputé au compte 61523.
- L'acceptation du bon de commande des Ateliers St Christophe pour des fournitures d'atelier d'un montant TTC de 448.92 € imputé au compte 60632.
- L'acceptation du devis 4066 d'Agralys pour le renouvellement des tenues de travail des personnels techniques (blouson, pantalon, chaussures, bottes...) d'un montant TTC de 659.69 € imputé au compte 60636.
- L'acceptation du devis DE00074 de La Renaissance Lochoise pour des travaux de réalisation et d'impression d'un livret bilingue sur l'église St Martin de Céré la ronde d'un montant TTC de 1 561.20 € imputé au compte 6237.
- L'acceptation du devis 2274 de l'Ets CHOINIÈRE pour le remplacement du chauffe eau électrique au 2D de la rue du stade d'un montant TTC de 1 125.03 € imputé au compte 615223.
- L'acceptation d'un bon de commande de 2 174.40 € TTC pour la livraison par BOLLORÉ de 1000L de fioul au 2 rue Rabelais et 1000L de gasoil pour le car scolaire qui sera imputé au compte 6068.
- L'encaissement de 70.00 € au titre des frais de superposition de Monsieur Moïse BOISGARD décédé le 18/01/2014 et enterré dans l'ancien cimetière dans la concession familiale N°75 de ses grands-parents.

**2014/311 - Délibération portant autorisation de signature par Monsieur le Maire, pour convention de dématérialisation passée entre le Représentant de l'État et la Commune de Céré la Ronde.**

Monsieur le Maire informe que les collectivités ne sont plus soumises à un contrôle à priori de leurs actes depuis les lois de décentralisation, mais elles sont soumises au contrôle de légalité et doivent à ce titre transmettre en Préfecture les délibérations, certains arrêtés et contrats.

Depuis plusieurs années, se développe une politique de dématérialisation de ces transferts. A cette fin, le programme ACTES (Aide au contrôle de légalité dématérialisé) a été conçu pour permettre aux collectivités de transmettre par la voie électronique, les actes soumis à l'obligation de transmission au représentant de l'Etat. Tous les documents ne peuvent cependant pas être télétransmis. Sont ainsi exclus les actes d'urbanisme notamment en raison des plans.

Le dispositif présente des avantages :

- **Gain financier** : moins d'envoi postal, moins d'impressions ; les documents sont scannés et transmis au représentant de l'Etat via une plateforme de dématérialisation qui les stocke et les envoie. L'achat des Certificats utiles sont financés en totalité par la CCBVC.
- **Gain de temps** : à réception des documents par la plateforme, un accusé de réception quasi immédiat est délivré à la collectivité.

Soucieuse de participer à la mise en œuvre de la modernisation de la transmission des actes en Préfecture, la Communauté de Communes de Bléré Val de Cher a mené une consultation de prestataires et a choisi d'acquérir auprès de la Caisse des Dépôts, le logiciel FAST.

Dans un objectif de mutualisation, la CCBVC a décidé de mettre la plateforme à disposition des communes membres et des syndicats situés sur le territoire communautaire.

Le coût sera donc pris en charge en totalité par la CCBVC (acquisition, abonnement et maintenance).

Pour la mise en place de ce dispositif, une convention doit être signée entre la Préfecture et chaque collectivité utilisatrice.

**Le Conseil Municipal,**

**Après en avoir délibéré,** à l'unanimité des membres présents et représentés,

- Décide de procéder à la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité,
- Décide de s'inscrire à la plateforme de dématérialisation FAST, via la Communauté de Communes de Bléré Val de Cher
- Décide par conséquent de conclure une convention de mise en œuvre de la télétransmission avec le représentant de l'Etat et autorise Monsieur le Maire à la signer.

**2014/312 - Délibération portant délégation de signature à Monsieur le Maire pour l'acte de cession et acquisition de nouvelles parcelles cadastrales section A lieu-dit la Ferme Neuve portant sur un nouveau tracé du Chemin rural N° 118 desservant les puits N° 25/26 de La Sté STORENGY.**

- ❖ **Nouveau tracé CR118 La Coterie** : Monsieur le Maire informe que l'acte notarié prévu lors de la délibération du 03/08/2007 n'a jamais été établi. Monsieur le Maire précise que la Sté Storengy accepte de prendre à sa charge la totalité des frais d'acte. Par conséquent :

**Le Conseil Municipal,**

**Vu** la distorsion entre la situation sur le terrain avant travaux et le plan cadastral

**Vu** le plan parcellaire réf 6526 établie par le cabinet de Géomètre Philippe DASPET de Romorantin/Lanthenay le 23/07/2007

**Vu** la délibération du 03 aout 2007

**Vu** la note explicative dressé par Philippe DASPET Géomètre-Expert le 07/11/2007

**Vu** le rapport et les conclusions du Commissaire Enquêteur en date du 03 janvier 2008 faisant suite à l'enquête publique sur la modification du tracé du CR118 de la « Ferme Neuve »

**Vu** la délibération du 18 janvier 2008 approuvant l'enquête publique sur la modification du tracé du CR118 de la « Ferme Neuve ».

**Considérant** que la construction des 2 nouveaux puits CE25 et CE26 est terminée

**Considérant** que la remise en état du CR118 à une largeur de 6m est conforme

**Considérant** la prise en charge totale des frais d'acte par Storengy

**Après en avoir délibéré,**

**A l'unanimité,**

**Décide** de déclasser du domaine communal la parcelle A626 (ex. partie appelée A) d'une superficie de 85 m<sup>2</sup>, la parcelle A627 (ex. partie appelée B) d'une superficie de 1090 m<sup>2</sup> et la parcelle A628 (ex. partie appelée C) d'une superficie de **106 m<sup>2</sup>**.

**Décide** de classer dans le domaine communal la parcelle A619 (ex. partie appelée D) d'une superficie de 1960 m<sup>2</sup> et la parcelle A623 (ex. partie appelée E) d'une superficie de 4 m<sup>2</sup>,

**Décide que cette emprise nouvelle sera classée à l'assiette du Chemin Rural N° 118.**

**Autorise** Monsieur le Maire à signer tous documents et actes y afférent.

- ❖ **Rond Point Storengy** : Monsieur le Maire informe qu'il convient de délibérer à nouveau sur le montant de la cession dans le cadre de la délibération 2013/269 du 11/07/2013, la cession à titre gratuit n'étant pas possible. Par conséquent :

**Le Conseil Municipal,**

**Vu** la demande des Notaires en charge du dossier de cession

**Vu** la délibération 2013/269 prise le 11 juillet 2013 stipulant une cession à titre gratuit

**Considérant** qu'il faut faire valoir droit à la demande de cession à titre onéreux pour un montant de 1€ des terrains parties de parcelles section A N° 89 et A N° 96 lieu dit la COTERIE pour une superficie de 1518 m<sup>2</sup>

**Après en avoir délibéré,**

**A l'unanimité,**

**Décide d'acquérir pour un montant de UN EURO** les terrains, parties de parcelles section A N° 89 et A N° 96 lieu dit la COTERIE pour une superficie de 1518 m<sup>2</sup>.

**Dit** que les crédits devront être inscrits au budget 2014.

**2014/313 - Délibération portant délégation à Monsieur le Maire, pour signer le Contrat Départemental de Développement Solidaire (CDDS) avec Monsieur le Président du Conseil Général d'Indre et Loire, pour financement par subvention de la sonorisation de l'église Saint Martin.**

**Le Conseil Municipal,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et en particulier ses articles L.111-2, L.111-3, L.111-4, L.111-10, L.3232-1 et L.3233-1

**Vu** le règlement général des Contrats Départementaux de Développement Solidaire tel que voté par l'Assemblée départementale le 28 juin 2013 et modifié le 13 décembre 2013 par délibération du Conseil Général.

**Vu** le Contrat Départemental de Développement Solidaire joint à la présente délibération.

**Considérant** la nécessité de retenir l'inscription sur l'exercice 2014 du projet de *sonorisation de l'église* dont la collectivité assure la maîtrise d'ouvrage au titre du CDDS

**Considérant** la nécessité d'accepter les conditions d'application du contrat, qui seront opposables à notre opération susvisée.

**A l'unanimité,**

**Approuve** le plan de financement tel que présenté :

Dépenses HT en €		Recettes HT en €	
Natures des dépenses	Montant	Natures des apports financiers	Montant
- Etudes	0.00	Conseil Général	2 633.00
- Travaux détaillés	6 545.82	Autres concours financiers :	
		- Europe	
		- Etat	
		- Région	
		- Autres (préciser)	
Total de l'opération HT	6 545.82	Autofinancement H.T	3 912,82
Total de l'opération TTC	7 854.98		

**Sollicite** auprès du Conseil Général d'Indre et Loire une subvention au titre du Contrat Départemental de Développement Solidaire d'un montant de 2 633.00 euros (deux mille six cent trente trois euros)

**Autorise** Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de cette opération

**2014/314 - Délibération sur fixation tarif de location du logement sis au 2 rue Rabelais après les travaux de réhabilitation intérieure.**

Monsieur le Maire informe que les travaux d'entretiens courant suite au départ du locataire au 31/12/2013 sont terminés et qu'il convient maintenant de fixer le nouveau tarif du loyer avant de procéder à la diffusion par annonce de la vacance du logement.

**Le Conseil Municipal,**

**Vu** la superficie du logement d'environ 90 m<sup>2</sup> sur 2 niveaux

**Vu** les divers travaux de réfection réalisés ces 2 dernières années

**Vu** l'alimentation en fioul de la chaudière réalisée par la commune et indissociable

**Après en avoir délibéré,**

**Décide** de fixer le loyer mensuel à 550.00 € chauffage compris, autres charges en sus

**Décide** que soit réalisée une annonce dans 3 journaux locaux tels que la Renaissance Lochoise, La Nouvelle République et La Brise

**2014/315 - Dossiers d'Urbanisme en cours janvier 2014. Information sur mutualisation des services d'instruction communautaire des dossiers d'urbanisme à compter du 1<sup>er</sup> juin 2014.**

- Une demande de renseignements d'urbanisme a été demandée par un Notaire de LE HORPS (53) dans le cadre de vente de 8 parcelles aux lieux-dits L'Aigremont et La Grande Vallée.

- Les titulaires du Permis de construire 037 046 12 10004 accordé en 2012 pour l'agrandissement de leur habitation principale située à « La Guicherie » ont demandé l'annulation du PC, le projet d'agrandissement n'étant plus d'actualité.
- 1 CUa 14 10001 a été déposé par un Notaire de Tours (37) dans le cadre de la succession de Guy LOUET décédé en décembre 2013.
- Monsieur le Maire informe qu'a été signé l'acte d'achat des parcelles GEIGER bordant la rue de la Chesnaie chez Maître BRUNET à Montrichard (41) régularisant ainsi l'emprise sur le domaine public.

*Monsieur le Maire ajoute que la prochaine Municipalité devra dans le cadre de la mutualisation des services d'urbanisme prendre un arrêté afin de déléguer la signature des avis de pièces complémentaires au Président de la CCBVC à compter du 1er juin 2014 .*

**Arrivée de Madame Muriel Evain-Busser à 22h00.**

**2014/316 - Information sur vie scolaire et Programme d'Organisation du Temps Scolaire (POTS) arrêté en commission de travail du RPI pour la rentrée de 2014/2015.**

Monsieur le Maire et Monsieur Emmanuel PERIN, 1er Adjoint en charge de la vie scolaire ont informé l'Assemblée que le **Programme d'Organisation du Temps Scolaire (POTS)** de la rentrée de 2014/2015 a été arrêté et envoyé à l'inspection académique, après diverses réunions de préparation entre les 3 Maires, les parents d'élèves et l'équipe enseignante du RPI.

Monsieur le Maire a présenté divers CV/Contacts pris auprès d'Associations locales.


Monsieur Emmanuel PERIN en profite pour exposer le compte-rendu de l'étude acoustique JENSIM de mi-décembre qui a eu lieu dans la salle de restauration de la cantine scolaire. Ceux-ci préconisent 2 services au lieu d'un.

**Compte tenu des conclusions de l'étude et des premières préconisation tenant en un fractionnement des services de repas pour diminuer le nombre d'élèves et ainsi réduire le bruit**

**Compte tenu de la difficulté matérielle à assurer plusieurs services de repas durant la pause méridienne,**

Monsieur le Maire charge Madame Muriel EVAIN-BUSSER de prendre contact avec Monsieur Devilliers de Beaumont-Village pour un avis et un devis sur la réalisation éventuelle d'une isolation acoustique de la salle de restauration.

**2014/317 - Point sur représentation de la Commune au sein de la CCBVC et des Syndicats à vocation. Rapport des délégués.**

 **Syndicat Transport Scolaire du Lochois:** Monsieur Joël BORGET, délégué rend compte de ses dernières réunions et informe que la capacité maximum du bus de Céré la

ronde est atteinte et que la demande d'une collégienne ne peut-être satisfaite avant la prochaine rentrée faute de place.

Monsieur le Maire propose l'achat de soixante de gilets chasubles jaunes fluorescents pour les 60 élèves (maternelle, primaire, collège et lycée). Le secrétariat est chargé de passer commande auprès Décathlon au prix de 5.90 € TTC l'unité.

✚ **SMICTOM** : Monsieur Alain FOUCHÉ, délégué rend compte de ses dernières réunions et informe que la commune va recevoir comme cela était prévu, + de 33 000 € de la dissolution de celui-ci et que le nouveau marché attribué à la COVED va engendrer pour les habitants de la Communauté de Communes de Montrésor une hausse de 5% ainsi qu'une révision des bases.

✚ **OM CCBVC** : Monsieur Léon DELWART, délégué rend compte de sa dernière réunion et signale que l'intégration du nouveau service s'est déroulée sans difficulté majeure, Il est seulement prévu prochainement d'empierrer le chemin du Gicton afin que la micro-benne du mardi puisse faire demi-tour devant chez Monsieur Michel MAREST.

✚ **SIEIL** : Monsieur Emmanuel PERIN, délégué rend compte de sa dernière réunion. Monsieur le Maire le charge de prendre contact avec leur service technique afin de voir s'ils peuvent remplacer l'éclairage défectueux dans divers points de la commune. Monsieur le Maire informe que le SIEIL a sollicité ERDF pour refaire des enregistrements afin de confirmer l'utilité de renforcement du compteur de La Maillardière.

✚ **SIAEP** : Monsieur Joël BORGET, Président du SIAEP informe que lors de la dernière réunion de janvier, il a été actée une Etude patrimoniale du réseau d'eau Céré/Epeigné devant être réalisée dans le courant de l'année 2014 afin de pouvoir sectoriser le réseau en cas de fuite.

✚ **Commission Patrimoine de la CCBVC** : Monsieur Georges FOURDRINIER, délégué informe que lors de la dernière réunion c'est tenue la présentation des plans du futur siège de la CCBVC à l'ancienne gendarmerie de Bléré réalisés par le Cabinet Maes de Bléré. Le budget des travaux est estimé à 600 000 €.

✚ **SIBVC** : Monsieur Georges FOURDRINIER, délégué informe que le compte administratif 2013 a été voté et que les orientations budgétaires 2014 ont été débattues. Vote du budget 2014 lors de la prochaine réunion.

✚ **La Ribambelle** : Monsieur Emmanuel PERIN, délégué informe que les autres communes adhérentes demandent à ce qu'une convention entre la CCBVC et le centre de Ferrière sur Beaulieu soit établie au même titre que Genillé/Le Liège au sein de la CCMontrésor. Monsieur Emmanuel PERIN est chargé de prendre contact avec la CCBVC pour qu'une convention soit établie au nom de la commune de Céré avec le Centre CLSH La Ribambelle.

✚ **Trame bleue/trame verte** : Monsieur le Maire informe que cette étude comporte de multiples erreurs qui doivent être corrigées afin que la trame finale puisse être intégrée au PLU des diverses communes membres de la CCBVC.



✚ **Convention service jeunesse 11/17 ans** : Le Conseil Municipal décide à l'unanimité que la convention service jeunesse pour l'année 2014 sur les bases fournies avec la prise en charge des frais de transport en sus 2013 et ceux 2014 à venir, devra être signée entre la Communauté de Communes de Montrésor et la CCBVC, compte tenu de la compétence prise par cette dernière au 1<sup>er</sup> janvier 2014

✚ **FFRandonnées** : Monsieur le Maire propose au même titre que les autres subventions de reporter la demande d'adhésion à avril 2014.

*Monsieur le Maire porte connaissance aux conseillers divers courriers et diverses réunions à venir.*

**PROCHAIN CONSEIL MUNICIPAL** : Monsieur le Maire rappelle qu'il aura lieu le jeudi 20 mars 2014 à 20h30.

PLUS DE QUESTION NE VENANT A L'ORDRE DU JOUR, Monsieur le Maire DECLARE LA SEANCE LEVEE A 23h30.